

PSA DOIT RESTER À AULNAY-SOUS-BOIS

PLUS DE 10 000 SALARIÉS DE L'OISE SONT DIRECTEMENT CONCERNÉS !

Depuis 15 mois les salariés de PSA d'Aulnay-sous-Bois sont confrontés à un mur. La direction de PSA veut fermer l'usine pour redistribuer le travail sur d'autres sites. Son objectif : faire encore plus de profits. C'est le choix de la finance contre celui de l'emploi.

PSA a bénéficié d'aides de l'État, de baisses d'impôts. Dans le même temps PSA a versé 6 milliards de dividendes à ses actionnaires et, aujourd'hui, ce groupe veut fermer une usine et en surcharger d'autres.

Les salariés ne veulent pas être enterrés vivants ! Si aujourd'hui c'est PSA, demain ce serait Renault, Opel... Nous sommes tous concernés y compris dans l'Oise. Des centaines de salariés de l'Oise travaillent sur Aulnay et environ 10 000 salariés de l'Oise dépendent de l'industrie automobile. Ce sont Faurecia à Méru, Saint-Gobain Thourotte, ArcelorMittal et AKZO Nobel Montataire, Montupet Nogent... C'est PUNCH qui vient d'acheter Still-Saxby Montataire et JUY SA à Crépy... Et des milliers d'autres emplois dans de multiples PME sous-traitantes ou dépendantes de ce secteur.

450 000 voitures C3 sont à construire. Il y a du travail pour 4 ans. La construction de la C3 doit se

poursuivre à Aulnay-sous-Bois jusqu'en 2016. Dans le même temps, les pouvoirs publics doivent imposer à PSA de co-élaborer avec les salariés une solution industrielle d'avenir, s'appuyant sur les savoir-faire des salariés et les qualifications existants sur le site d'Aulnay-sous-Bois avec un objectif : un emploi qualifié pour tous dans le cadre d'une production respectueuse des normes environnementales.

Face à un patronat dont les choix ne sont guidés que par la course aux profits, rien ne se fera sans l'intervention des citoyens. PSA, Air France, Sanofi, Prestalis, Still-Saxby, Arcelor... ça suffit !

Le président de la République et le gouvernement doivent créer les conditions du changement. C'est possible. Ce qui était jugé « inacceptable » en juillet par le gouvernement ne peut être avalisé aujourd'hui.

➡ La direction de PSA doit retirer son plan.

➡ Le président de la République et le Premier ministre doivent agir et non compatir.

Pauvreté et crise écologique sont inséparables

CE N'EST PAS L'INDUSTRIE QUI POLLUE LA PLANÈTE C'EST LE CAPITALISME

Pour un développement productif social et écologique

PCF **FRONT** L'humain d'abord !

Charges sociales patronales 195 milliards - Intérêts des banques et dividendes 300 milliards

CE N'EST PAS LE COÛT DU TRAVAIL QUI TUE L'EMPLOI C'EST LE COÛT DU CAPITAL

Taxons les profits

PCF **FRONT** L'humain d'abord !



Les salariés de PSA-Aulnay ont défilé le samedi 15 septembre 2012 au sein même de la Fête de l'Humanité, lors d'une manifestation des entreprises en lutte pour l'emploi.

Licenciements boursiers - Explosion des faillites de PME

CE NE SONT PAS LES SALAIRES QUI COÛTENT CHER C'EST LA CUPIDITÉ DES BANQUES

Pôle public bancaire pour l'emploi et la recherche

PCF **FRONT** L'humain d'abord !

300 000 emplois menacés dans l'industrie - Assez de bla-bla des actes !

CE NE SONT PAS LES SALARIÉS QUI DÉLOCALISENT C'EST LA FINANCE

Interdiction des licenciements boursiers

PCF **FRONT** L'humain d'abord !

Interdire les licenciements boursiers, conduire une politique industrielle garantissant des emplois stables et qualifiés pour une production moderne et écologique sont les mesures d'urgence à prendre pour tourner le dos au diktat des marchés financiers et pour répondre aux besoins des salariés et du pays.

EMPLOI : LE CHANGEMENT, C'EST MAINTENANT

5 millions de chômeurs, des vagues de plans sociaux, une explosion de la pauvreté : 3 mois après la prise de fonction de la nouvelle majorité à la tête du pays, l'hémorragie continue. Pourtant des solutions existent. Le Front de gauche a fait à plusieurs reprises des propositions dont le gouvernement ne s'est toujours pas emparé. Celles-ci visent à changer les règles du jeu de façon à mieux protéger les salariés et l'activité économique d'une dérégulation qui poursuivra ses ravages si personne n'y met un coup d'arrêt.

Déjà en urgence :

- ➡ **décider d'un moratoire et d'un gel des licenciements** pour permettre, en lien avec les organisations syndicales, l'élaboration d'une solution alternative ;
- ➡ **interdire les licenciements boursiers** ;

Les députés communistes ont déposé le 24 juillet **une proposition de loi pour interdire les licenciements boursiers**. Cette proposition pourtant déjà votée par les sénateurs socialistes et communistes en février 2012, n'a pas encore été soumise au vote de l'Assemblée nationale ! Pourquoi cette perte de temps insupportable alors que les plans de licenciements pleuvent partout ? Pourquoi ce qui était considéré comme valable par le PS en février au Sénat ne le serait-il plus aujourd'hui à l'Assemblée nationale ?

- ➡ **revenir sur la réforme Fillon des retraites** pour créer des emplois.

Il faut aussi :

- ➡ **reconnaître des pouvoirs nouveaux pour les salariés** ouvrant droits à l'élaboration de nouveaux critères de gestion ;
- ➡ **mobiliser des financements en créant des fonds régionaux pour l'emploi et la formation** et ouvrir la voie de manière concrète à **un pôle financier public** ;
- ➡ **augmenter les salaires et refuser toute politique d'austérité** qui conduit à la catastrophe partout où elle est mise en œuvre car il n'y aura pas de redressement du pays sans un redressement social et **un développement conséquent de l'investissement productif public** ;
- ➡ **éradiquer le chômage en mettant en œuvre une sécurité sociale de l'emploi et de la formation** qui sécurise le parcours de travail.

La nationalisation de secteurs clés de l'industrie est également à l'ordre du jour comme le réclament des syndicalistes de Sanofi, ArcelorMittal, Petropolus...

Les salariés de l'industrie appellent le pouvoir et la politique au secours pour défendre l'intérêt général. Aucun d'eux n'a oublié les promesses électorales : obligation de cession d'un site à un repreneur, encadrement des licenciements dans les entreprises qui font des profits, limitation du droit de propriété...

L'État doit sortir de l'impuissance publique ! Le changement c'est maintenant !

Rencontre nationale à Lille, à l'initiative du PCF sur le thème de l'industrie, avec la participation de centaines de syndicalistes, d'économistes, de chercheurs, de parlementaires et de personnalités diverses.

Pierre Laurent conclura les Rencontres par un discours important sur le thème du redressement industriel de la France, de la classe ouvrière, du travail et d'une conception nouvelle du développement productif.

Lille-Grand-Palais • Samedi 24 novembre • 14 h 30



CAR au départ de l'Oise

11 h 45 • Creil • Bourse du travail
12 h 00 • Clermont • Gare SNCF
12 h 15 • Arsy • Parking à l'entrée de l'autoroute A1

Inscription obligatoire
Fédération de l'Oise du PCF
03 44 55 27 96

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF



NOM PRÉNOM

ADRESSE

EMAIL TEL

Fédération de l'Oise du PCF • 8, rue de Beauvoisis - 60100 CREIL • 03 44 55 27 96 • pcf.oise@wanadoo.fr • http://oise.pcf.fr